



Numéro de l'acte	2021-33
Nature de l'acte	ARRETE
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Engagement de la procédure de modification du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp

Le Président de la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois,

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 à L.153-44, R. 104-8, R.153-20 et suivants ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;

Vu la décision n° 400420 du 19 juillet 2017 du conseil d'Etat (ECLI:FR:CECHR:2017:400420.20170719), Art. 1 : Sont annulés les articles R. 104-1 à R. 104-16 du code de l'urbanisme issus du décret du 28 décembre 2015, en ce qu'ils n'imposent pas la réalisation d'une évaluation environnementale dans tous les cas où, d'une part, les évolutions apportées au plan local d'urbanisme par la procédure de la modification et, d'autre part, la mise en compatibilité d'un document local d'urbanisme avec un document d'urbanisme supérieur, sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du 27 juin 2001 ;

Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la Communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;

Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Wailly-Beaucamp en date du 25 juillet 2007 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;

Vu l'avis favorable de la commission n°2 du 07 janvier 2021 ;

Considérant la nécessité de procéder à la modification du plan local d'urbanisme en raison notamment de l'évolution urbaine de la commune et de la volonté de la municipalité de mener à bien sa politique urbaine, sans pour autant porter atteinte à l'économie générale du document d'urbanisme, il est envisagé, conformément aux articles L. 153-36 et suivants du code de l'urbanisme de modifier le document ;

Considérant qu'aux vues des modifications envisagées, il y a lieu d'adapter le règlement graphique (zonage) et le règlement écrit notamment :

- La modification des dispositions applicables à la zone N et plus particulièrement au sous-secteur Na, afin de permettre dans l'article N02, l'installation d'une activité de concassage ;
- La suppression des emplacements réservés suivants : les numéros 4 et 6. Le numéro 5 a été supprimé par délibération en 2013 ;
- La création d'un emplacement réservé situé dans le virage du chemin d'Airon afin de sécuriser les piétons et plus particulièrement les scolaires ;
- La précision, dans les articles concernant les aspects extérieurs (11), que les tuiles à aspect vernissé sont proscrites et que les panneaux photovoltaïques devront être d'aspect mat et intégrés à la toiture ;
- De transformer des zones 1 AU en zone U ;

- mise à jour des carrières.

Considérant que le lancement de la procédure de modification est initié par le Président de l'EPCI au sens de l'article L. 153-37 du code de l'urbanisme ;

ARRETE

Article 1er : En vertu du champ d'application de l'article L. 153-37 du code de l'urbanisme, une procédure de modification de droit commun du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp est engagée.

Article 2 : Avant l'ouverture de l'enquête publique, le projet de modification sera notifié aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 conformément aux dispositions de l'article L. 153-40 du code de l'urbanisme. Le projet sera également notifié à Madame le maire de la commune de Wailly-Beaucamp. En outre il sera transmis pour examen à l'autorité environnementale afin de savoir s'il est soumis ou non à une évaluation environnementale.

Article 3 : Le projet de modification du plan local d'urbanisme de la ville de Wailly-Beaucamp, l'exposé des motifs, et le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées seront mis à disposition du public lors d'une enquête publique dont les modalités fixées par arrêté du Président de la CA2BM.

Article 4 : A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire, sera approuvé par délibération du conseil communautaire.

Article 5 : Conformément à l'article L. 153-20 et L. 153-21 du code de l'urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la communauté d'agglomération des Deux baies en Montreuillois ainsi qu'en mairie de Wailly-Beaucamp durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département ainsi que dans le recueil des actes administratifs. Le document sera exécutoire selon procédure définie dans les articles R. 153-23 à 153-26 du code de l'urbanisme.

Article 6 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

Article 7 : Exécution du présent arrêté

Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer au titre du contrôle de légalité,
- Madame le maire de la commune de Wailly-Beaucamp.

Fait à Montreuil-sur-Mer,
Le 25 février 2021

Le Président,

Bruno COUSEIN



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20210225-ARRETE2021-33-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/03/2021